

bénéfices dont une fraction revient dans chaque pays à proportion des revenus qui y sont réalisés...

**L'H.** Il va y avoir la COP 21 à Paris en décembre. Peut-on concilier les enjeux du réchauffement avec ceux de l'économie ?

**J. S.** Cela pourrait aider l'économie mondiale. J'affirme que le problème essentiel se situe dans le manque de demande. Or si l'on prend un engagement sur la réduction des gaz à effet de serre il y aura nécessité de réformer l'économie pour éviter le réchauffement et cela peut constituer un

stimulant pour la demande. Des investissements seront nécessaires non seulement pour la production d'énergies renouvelables mais aussi pour la réfection, l'isolation des bâtiments etc. Une COP 21 réussie serait bonne pour l'environnement et pour l'économie. A ce stade je ne suis pas très optimiste. Mais j'espère qu'un élan pourra être donné à Paris. S'il est suffisant, les entreprises vont comprendre le signal et donc la nécessité d'investir sur ce terrain. Et cela en dépit de l'opposition du congrès à majorité républicaine aux Etats-Unis.

### Les mille noms de l'UMP-Républicains\*...

Au moins dix : RPF/URAS/RS/UNR/UNR-UDT/UD-V<sup>e</sup>/UDR/RPR/UMP/Les Républicains

(source : wikipedia)

### Ce parti a-t-il changé ?

Il est un sujet sur lequel il a complètement oublié ses origines : l'indépendance nationale. Si Dominique de Villepin eut un jour réminiscence de la tradition gaullienne, lors de la seconde guerre du golfe, depuis la présidence Sarkozy l'abandon de l'indépendance nationale est complet.

\* voir *Le Républicain* de Bures, n° de juin.

### Grèce : suite, mais pas fin de partie !

Les élections grecques viennent de reconduire Syriza au gouvernement. Ce gouvernement aura t'il une marge de manœuvre, après les diktats de l'UE ?

Y avait-il une autre option pour Syriza (sortir de l'Euro) ?

**Dans les prochaines semaines, le Front de Gauche organisera un débat à Bures-sur-Yvette sur ces thèmes.**

### Zone unique pour le Pass Navigo : la ténacité paie !

En 2004 les élus communistes au conseil régional proposaient d'instaurer le tarif unique pour le Pass Navigo. La droite a refusé et le PS a décrété que c'était irréalisable. Récemment encore un projet de loi en ce sens, déposé par le groupe communiste au Sénat, a été rejeté avec l'assentiment du PS. Des mesures partielles ont été prises au fil du temps : en 2007 suppression de la zone 7 (à l'initiative du groupe communiste). À partir de 2010 les écologistes ont soutenu la proposition et la zone 6 aussi a été supprimée.

La zone unique entre enfin dans les faits en septembre 2015.

Avec une baisse mensuelle de 40 € (carte intégrale) pour les utilisateurs zone 5.

**Et maintenant : continuons à agir pour la rénovation du RER B !**

**AUX ACTES CITOYENS!**

**JE REJOINS LE PCF**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_

Parti communiste français : 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris - Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr

PCF - 23 avenue de Lattre de Tassigny, 91400 Orsay - Courriel : pcfbures@gmail.com

# Le Républicain de BURES



Novembre 2015

Journal des Communistes

de BURES

### Allez voter !

Voici notre deuxième numéro du journal des communistes de Bures, comme nous l'avons promis en juin.

Nous avons fait le choix de ne pas parler ici des élections régionales, qui auront lieu les 6 et 13 décembre.

Mais cela ne peut nous empêcher de rappeler quelques sujets qui feront l'actualité nationale des prochaines semaines : remise en cause du Code du travail, offensives nouvelles contre les droits des travailleurs, discussion sur le budget 2016 qui ne remet pas en cause la priorité donnée aux actionnaires des entreprises, conférence sur le climat COP21, d'ores et déjà bien mal partie, et, localement, enquête publique sur le CDT (contrat de développement territorial).

Sans oublier la poursuite dans le secret des négociations sur le traité transatlantique TAFTA: pour vous informer et prendre parti en connaissance de cause, nous vous invitons à participer au forum « TAFTA contre Climat » organisé le samedi 14 à Orsay.

**Alors oui, le 6 décembre, allez voter !**



### Jean Jaurès Chambre des Députés, 19 juin 1906

« Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques uns, sans violence, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers [...]. Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité. »



### Les pensées du professeur Macron

« La démocratie comporte toujours une forme d'incomplétude car elle ne se suffit pas à elle-même. [...] La Terreur a creusé un vide émotionnel, imaginaire, collectif : le roi n'est plus là ! On a essayé ensuite de réinvestir ce vide, d'y placer d'autres figures : ce sont les moments napoléonien et gaulliste, notamment. Le reste du temps, la démocratie française ne remplit pas l'espace »

### Les remèdes du docteur Blair

« If your heart's with Corbyn\* get a transplant... » « Si votre cœur est avec Corbyn, faites-vous transplanter... »

Sans doute, la prochaine fois, Tony Blair suggèrera de supprimer le cerveau de ces gens malades, ce sera plus sûr et coûtera moins cher à la sécurité sociale anglaise.

\* eader de la gauche travailliste anglaise élu à la direction du parti par 60 % des votants, hostile à la guerre en Irak, il veut ré-nationaliser certains secteurs de l'économie.

### Les émois de la directrice Lagarde

« j'ai été ravie de voir un Macron 1. J'espère qu'il y aura un Macron 2, un Macron 3 », a expliqué celle qui fut ministre de l'Économie sous la présidence de Nicolas Sarkozy. « Il ne faut pas laisser se refugier la situation économique. Il faut approfondir, aller plus loin, décrasser, simplifier, c'est indispensable »

**Elle n'osait en rêver, Macron l'a fait...**

## Crise des réfugiés : les murs ou la solidarité ?

La crise des réfugiés trouve une de ses origines dans les guerres civiles syrienne et libyenne. L'effondrement d'une partie des dictatures arabes n'a pas ouvert la voie vers une pacification au Moyen Orient. Pour de multiples raisons la responsabilité des pays occidentaux est lourde :

- par le soutien qu'ils affichent (vente d'armes, business selon les mots d'une ancienne porte-parole du gouvernement, silence face aux violations des droits de l'homme) aux régimes les plus rétrogrades et dictatoriaux de la péninsule arabique, ceux qui soutiennent plus ou moins ouvertement les pires mouvements obscurantistes en Syrie et en Irak.
- les guerres menées par les États-Unis contre l'Irak, dont heureusement la France – avec D. de Villepin - a su une fois se soustraire, la guerre menée en Lybie sont largement à l'origine de ce chaos. On n'en mesure que plus à quel point l'idée (du président) d'une intervention contre le gouvernement de El Assad était inepte. Il ne

s'agit ici en aucun cas de soutenir un dictateur, mais simplement d'arrêter de jouer aux apprentis sorciers et de donner des leçons, de soutenir les régimes les plus moyenâgeux de la région et de le refuser aux kurdes qui combattent DAESH –comme le fait le gouvernement français.

- l'absence d'espoir pour le peuple palestinien entretient un foyer permanent de tension.

Quelle réponse? Une partie des gouvernements des pays européens (Hongrie en tête) choisissent de construire des murs. L'Allemagne, à cause de son manque de main d'œuvre a une attitude plus positive, l'Angleterre se retranche au delà du Channel, les USA ne se sentent que très modestement concernés. Le gouvernement français après force tergiversations s'accroche au wagon allemand...

**Les conditions d'un accueil digne peinent à se mettre en place malgré les efforts de bénévoles et des ONG. Que pouvons nous faire modestement, au delà des dons aux ONG ou de l'aide individuelle, à Bures-sur-Yvette ?**

## Stiglitz interviewé dans L'Humanité (extraits)

De passage à Paris pour la sortie de son dernier ouvrage, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, relève que les inégalités sont au cœur de l'instabilité économique mondiale et développe ses propositions alternatives.

**L'Humanité.** Les inégalités que vous évoquez dans votre livre furent déjà le principal ingrédient du Krach de 2007-2008. Est-ce que cela veut dire qu'aucun enseignement n'en a été vraiment tiré depuis et que de nouvelles crises du même type vont surgir ?

**Joseph Stiglitz.** Je ne pense pas que nous avons résolu le problème de 2007/2008. Il y aura, il y a déjà une autre crise. Une des raisons sous-jacentes du krach fut la croissance des inégalités et la baisse de la demande. Parce que les personnes qui sont en haut de l'échelle dépensent finalement moins que ceux qui sont en bas. Cela a débouché sur une faible dynamique économique. La réserve fédérale (la banque centrale des Etats-Unis) a décidé, à l'époque, de contrebalancer cette faiblesse en créant une bulle financière. Celle-ci a permis à 80% des citoyens des Etats-Unis de dépenser 110% de leurs revenus. Mais ce n'était pas durable. Et finalement la bulle a explosé. Les dégâts restent considérables. Les inégalités se sont accrues. Les personnes qui ont été les plus affectées sont celles qui figurent au milieu et au bas de l'échelle sociale. **Ainsi entre 2009 et 2012, 91 % de la croissance a été capturée par les 1% les plus riches. Le reste des gens, les 99 %, n'ont pas vu la couleur de la reprise.**

**L'H.** Précisément en termes d'espoirs concrets, comment analysez vous le phénomène Bernie Sanders, le candidat à la primaire démocrate qui se réclame du socialisme ?

**J. S.** L'aspect positif du débat aux Etats-Unis c'est que dans les deux partis il y a une reconnaissance du problème des inégalités. Et au sein du parti démocrate tous les candidats sont en faveur de réformes pour réduire les inégalités et mettre une muselière aux banques. Il y a ici et là des différences sur ce qu'il faudrait privilégier, s'il faut mettre davantage l'accent sur l'éducation ou sur autre chose mais il n'y a aucun désaccord entre les candidats sur cette philosophie contre les règles actuelles du capitalisme. Par exemple Hillary Clinton veut responsabiliser les entreprises sur leurs résultats à long terme. Il y a sur ce point unanimité en faveur des solutions progressistes. C'est sans doute aussi un reflet de la désillusion par rapport à la politique menée par Barack Obama et la montée de la conscience des dégâts occasionnés par les inégalités.

Quant à Bernie Sanders, c'est celui qui milite sur ces questions depuis le plus longtemps. J'ai travaillé à plusieurs reprises avec lui notamment sur les questions de la couverture santé. Ce qui est intéressant c'est qu'aujourd'hui il n'est plus isolé. Il est écouté dans le pays.

Il ne faut pas se cacher cependant que si la grande fracture a produit cette intéressante évolution au sein du parti démocrate elle génère aussi une réaction totalement opposée, ultra-conservatrice dans le parti républicain.

**L'H.** Aux États-Unis pour renverser la situation et créer un nouveau new deal vous proposez une réforme fiscale d'ampleur en taxant les entreprises en fonction de leur effort d'investissements et de leur politique sociale. Pouvez-vous nous préciser les contours de la réforme que vous proposez ?

**J. S.** Le principal problème pour la fiscalité sur les entreprises c'est la mondialisation. Car celle-ci a décuplé les possibilités d'évasion fiscale. Apple soutient ainsi que ses bénéfices sont réalisés dans une entreprise de 300 personnes en Irlande. Je ne sais pas si vous connaissez cette expression : « le double jeu irlandais et le sandwich hollandais. » C'est une manière imagée de caractériser certains des instruments très complexes destinés à échapper à l'impôt.

Mais en fait Apple ou Google n'existent qu'en raison des investissements de l'État. Dans ces recherches dans l'électronique, par exemple, qui ont mené à la création de l'internet ; ou encore dans les écoles qui ont permis de former ces ingénieurs très qualifiés, capables de mettre au point des produits extrêmement brillants. Et cette même intelligence qui leur permet l'élaboration de productions les plus sophistiquées que tout le monde veut acheter, ils la mettent au service de l'évasion fiscale. Les entreprises discourent parfois volontiers sur leur responsabilité sociale. Moi je dis que la plus importante des responsabilités sociales c'est de payer l'impôt. Et quand elles ne le font pas elles sont socialement irresponsables.

La question c'est : est ce que l'on peut réformer le système. Je fais partie d'une commission internationale indépendante de réforme de la fiscalité des multinationales. Les principes fondamentaux sont très clairs. Il faut que l'on puisse imposer ces sociétés sur une base globale avec une imposition des

## L'âge de départ à la retraite ajusté selon les vœux du Medef !

L'accord sur les retraites complémentaires, validé par trois syndicats et le patronat, se solde par 6 milliards « d'économies », réalisées sur le dos des retraités et des salariés. Il porte de fait l'âge de départ en retraite à 63 ans, et, comme l'annonce le Medef, il devrait « faire tache d'huile sur le régime général et celui des fonctionnaires ».

Ci-dessous le détail de ce scandale social signé par quelques « partenaires sociaux » !



## URGENCE POUR L'HUMANITÉ

L'Humanité a besoin de vous. Soutenez-nous en faisant un don ou un prêt.